

Chambre des Représentants.

SESSION DE 1879-1880.

COMMISSION DES PÉTITIONS DU MOIS DE JANVIER.

FEUILLETON AU 10 FÉVRIER 1880.

PÉTITIONS SUR LESQUELLES LA COMMISSION A STATUÉ.

Numéros du feuilleton.	Numéros du registre des pétitions.
------------------------------	--

1.	10701.
----	--------

Par pétition datée d'Anvers, le 23 décembre 1879,

Le sieur Van Opstaël, ex-maréchal-des-logis à la compagnie d'ouvriers d'artillerie, se plaint de ce qu'il n'a pu se rengager et réclame l'intervention de la Chambre pour obtenir la faveur de faire valoir ses droits à la pension.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Guerre.*

2.	10703.
----	--------

Par pétition datée de Bois-de-Villers, le 17 décembre 1879,

Le sieur Dufaux, deuxième instituteur communal, à Bois-de-Villers, prie la Chambre d'ajouter à l'article 31 de la loi scolaire, une disposition accordant au sous-instituteur une habitation ou une indemnité de logement.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Instruction Publique.*

3.	10704.
----	--------

Par pétition datée de Tournai, le 18 décembre 1879,

Le sieur Bulot présente des observations sur l'inégalité existant entre l'emploi de commis aux écritures de première classe et celui d'autres fonctions similaires, et demande l'amélioration de cette position.

DÉCISION : *Renvoi à MM. les Ministres.*

Numéros du feuilleton.	Numéros du registre des pétitions.
4.	10708. 10731.

Par pétition datée d'Arlon, le 20 décembre 1879,

Les géomètres du cadastre de la conservation d'Arlon, sollicitent une amélioration de position.

Même demande des géomètres du cadastre de la Flandre occidentale et des surnuméraires du cadastre de la direction de Namur.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre des Finances.*

5. 10710.

Par pétition datée de Pamel, le 19 décembre 1879,

Le sieur Seghers, décoré comme volontaire de 1830, demande un secours.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.*

6. 10711.

Par pétition datée de Louvain, en décembre 1879,

Des membres du cercle pharmaceutique de l'arrondissement de Louvain prient la Chambre d'introduire, dans le nouveau traité de commerce avec la France, une clause interdisant l'entrée en Belgique des préparations pharmaceutiques étrangères.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre des Finances.*

7. 10712.

Par pétition sans date,

Le sieur De Mouée se plaint de ce que beaucoup de communes négligent de se conformer à l'article 56 de la loi sur la garde civique.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.*

8. 10713.

Par pétition datée de Ploegsteert, le 13 décembre 1879,

Le sieur Begyn réclame l'intervention de la Chambre pour obtenir sa réintégration dans les cadres de la douane.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre des Finances.*

9. 10714.

Par pétition datée de Felenne, le 17 décembre 1879,

Le sieur Petit, cultivateur, à Felenne, prie la Chambre d'augmenter le traitement des douaniers.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre des Finances.*

10. 10717.

Par pétition datée de Herve, le 26 décembre 1879,

Le sieur Santkin, instituteur pensionné, demande que le secours qu'il a obtenu l'année dernière lui soit continué d'une manière permanente.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Instruction Publique.*

Numéros du feuilleton.	Numéros du registre des pétitions.
------------------------------	--

11.	10718
-----	-------

Par pétition datée de Wommelghem, le 27 décembre 1879,

Le sieur Feyt, militaire pensionné, sollicite l'intervention de la Chambre pour obtenir la croix commémorative des combattants de 1830.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.*

12.	10720.
-----	--------

Par pétition datée de Schaerbeek, le 2 janvier 1880,

Le sieur Vanden Branden demande si les miliciens suppléants qui ont fait le versement de 200 francs pour se faire remplacer, jouiront des bénéfices d'un tirage au sort prévu par l'article 64^e de la loi de milice et, en cas de mauvaise chance, d'un délai de trois mois francs pour recruter leur remplaçant.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.*

13.	10721.
-----	--------

Par pétition datée de Schadeck, le 1^{er} janvier 1880,

Les enfants Olsem prient la Chambre de faire rapporter l'arrêté d'expulsion pris contre leur père le 6 septembre 1874.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Justice.*

14.	10722.
-----	--------

Par pétition datée de Herve,

Le sieur Clérin, commissaire de police, à Herve, demande qu'il soit accordé à tous les officiers du ministère public près les tribunaux de simple police, une indemnité du chef de ces fonctions, et propose la création de commissaires de police officiers du ministère public, pour deux ou trois chefs-lieux de canton.

DÉCISION : *Renvoi à MM. les Ministres de l'Intérieur et de la Justice.*

15.	10724.
-----	--------

Par pétition datée de Seraing,

Des ouvrières d'établissements industriels, à Seraing-sur-Meuse, demandent l'abolition de l'impôt communal établi sur les ouvriers étrangers à la commune.

DÉCISION : *Renvoi à la commission permanente de l'industrie.*

16.	10725.
-----	--------

Par pétition datée de Jalhay, le 11 janvier 1880,

Des marchands de bois, à Jalhay, demandent l'intervention de la Chambre pour obtenir l'autorisation de

Numéros du feuilleton.	Numéros du registre des pétitions.
------------------------------	--

passer sur le barrage de la Gileppe, avec les bois provenant de la forêt d'Hertogenwald.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.*

17. 10726. Par pétition datée de Saint-Hubert, le 31 décembre 1879,
Les membres du conseil communal et des habitants de Saint-Hubert sollicitent la construction d'un embranchement de chemin de fer partant du Val-de-Poix, à la ligne de Marloie à Bastogne, en passant par leur commune.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre des Travaux Publics.*

18. 10727. Par pétition datée d'Ixelles, le 15 janvier 1880,
Le sieur Leysemuer prie la Chambre de voter une loi détachant de la Cour d'appel de Bruxelles deux chambres qui formeraient une quatrième cour à Anvers, pour les provinces d'Anvers et de Limbourg, et dont tout le personnel devrait connaître les deux langues nationales.

DÉCISION : *Ordre du jour.*

19. 10730. Par pétition datée de Gammerages, le 15 janvier 1880,
10741. Les membres du conseil communal de Gammerages
10767. demandent la construction d'un chemin de fer de Lessines à Bruxelles.

Même demande d'habitants de la commune de Tholembecq, du canton de Lennik-Saint-Quentin, de membres du conseil communal et d'habitants de Schepdael.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre des Travaux Publics.*

20. 10732. Par pétition datée de Libin, le 17 janvier 1880,
Les sieurs Perpète-Bertrand et Perpète-Quevrin se plaignent de ce que des fonctionnaires forestiers exercent le commerce des plantations, et demandent que la Chambre prenne des mesures pour faire cesser cet état de choses.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre des Finances.*

21. 10734. Par pétition datée de Schaerbeek, le 19 janvier 1880,
Le sieur Desmedt prie la Chambre de prolonger la session jusqu'au 1^{er} juin et de remettre, pour cette année seulement, les élections législatives au mois d'octobre.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.*

Numéros
du
feuilleton.Numéros
du registre des
pétitions.

22.

10736.

Par pétition datée de Montigny-sur-Sambre, le 19 janvier 1880,

Les sieurs François et Grégoire Breton réclament itérativement l'intervention de la Chambre pour qu'il soit donné suite à la sommation qu'ils ont signifiée au greffier du tribunal de première instance de Charleroi, au sujet de pièces déposées par eux au greffe de ce tribunal.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Justice.*

23.

10737.

Par pétition datée de Louette-Saint-Pierre, le 18 janvier 1880,

Des habitants de Louette-Saint-Pierre réclament l'intervention de la Chambre pour obtenir la restitution du mobilier mis à l'usage des institutrices communales et dont se servent les institutrices libres de cette commune.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Instruction Publique.*

24.

10740.

Par pétition datée de Dochamps, le 20 janvier 1880,

Des habitants de la commune de Dochamps demandent l'intervention de la Chambre pour faire compléter leur conseil communal.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.*

25.

10742.

Par pétition datée de Bruxelles, le 21 janvier 1880,

Le sieur Parent, ancien colonel des volontaires de 1830, demande un secours.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.*

26.

10749.

Par pétition datée de Couwenk, le 24 janvier 1880,

Le sieur Lepage, préposé des douanes, demande que les années de service militaire soient comptées, pour l'avancement et pour la pension, au même taux que le service des douanes.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre des Finances.*

27.

10750.

Par pétition sans date,

Des habitants de Macon réclament l'intervention de la Chambre contre une décision du bourgmestre de cette commune interdisant l'entrée de l'école aux enfants âgés de plus de 13 ans.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Instruction Publique.*

Numéros du feuilleton.	Numéros du registre des pétitions.
28.	10751.

Par pétition datée d'Anvers, le 26 janvier 1880,

Les président et secrétaire du Cercle des anciens étudiants de l'institut supérieur de commerce d'Anvers présentent des observations sur la nécessité de la création d'un ministère du commerce, de l'industrie et de l'agriculture.

DÉCISION : *Renvoi à la commission permanente du commerce et de l'industrie.*

29. 10752.

Par pétition datée de Lierre, le 24 janvier 1880,

Les président et secrétaire du cercle de l'enseignement de Lierre-Santhoven demandent que la rémunération actuelle des instituteurs, comprenant leur traitement, l'indemnité pour l'enseignement des enfants pauvres et ce qu'ils touchent pour les élèves payants, soit remplacée par un seul traitement fixe.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Instruction Publique.*

30. 10754.

Par pétition datée d'Ostende, le 26 janvier 1880,

Le sieur De Clerck, ancien pilote, demande une augmentation de pension.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre des Finances.*

31. 10755.

Par pétition datée de Blankenberghe, le 26 janvier 1880,

Le sieur Rostagni demande itérativement la croix commémorative des combattants de 1830.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.*

32. 10757.

Par pétition datée de Balâtre, le 24 janvier 1880,

Le sieur Calaplet demande que l'administration des contributions directes ne délivre plus de patente d'instituteur en chef au curé de Balâtre, ayant deux sous-institutrices sous ses ordres.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre des Finances.*

33. 10758.

Par pétition datée d'Ixelles, le 24 janvier 1880,

Le sieur Van der Mosten demande qu'il soit ordonné une enquête judiciaire sur les faits dont il aurait été la victime.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Justice.*

Numéros du feuilleton.	Numéros des registres des pétitions.
34.	10759.

Par pétition datée d'Arlon, le 22 janvier 1880,

La veuve Mores réclame l'intervention de la Chambre pour obtenir la restitution d'une somme de 500 francs, versée par son mari pour acquitter le droit d'enregistrement de sa naturalisation.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Justice.*

35. 10761.

Par pétition datée de Moorsebeke, le 24 janvier 1880,

Le sieur Crols propose des mesures de faveur pour les instituteurs communaux, à l'occasion du 50^e anniversaire de l'Indépendance nationale.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Instruction Publique.*

36. 10762.

Par pétition datée de Moignelée, le 26 janvier 1880,

Le sieur Doucet se plaint de ce que l'instituteur communal de Moignelée cumule ses fonctions avec celles de secrétaire communal.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Instruction Publique.*

37. 10764.

Par pétition datée de Sterpigny, le 26 janvier 1880,

Le sieur Rousseau, ancien soldat et préposé des douanes, demande un secours.

DÉCISION : *Renvoi à MM. les Ministres des Finances et de la Guerre.*

38. 10765.

Par pétition datée de Parette, le 28 janvier 1880,

Le sieur Lamboray demande que le brigadier de la gendarmerie à Martelange soit remboursé du coût de sa dépêche télégraphique pour affaires de service, qu'il a adressée à son lieutenant à Arlon.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Guerre.*

39. 10766.

Par pétition datée de Jemmapes, le 27 janvier 1880,

Le sieur Boulnois, commis pensionné des accises, demande une augmentation de pension.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre des Finances.*

Numéros du feuilleton.	Numéros du registre des pétitions.
40.	10768.

Par pétition datée de Maisières, le 29 janvier 1880,

Le sieur Tambeaux se plaint de la pression dont on se serait servi pour la nomination d'un instituteur communal à Maisières, et demande que cette nomination soit annulée.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Instruction Publique.*

